

COVID-19 : l'arme du malthusianisme sanitaire, économique et social...



A l'heure des élections présidentielles US 2020 sur le point d'être remportées par l'aile mondialiste de la grande bourgeoisie américaine contre l'aile petite-bourgeoise hystériquement protectionniste et nationaliste incarnée par Donald Trump, il n'est pas inutile de rappeler que tout est d'ordinaire sacrifié, par les Démocrates comme par les Républicains, aux « vaches sacrées » que sont Wall Street et le complexe militaro-industriel US, qu'il est interdit de « déranger » et de « taxer ». Les « coupes budgétaires » sont ainsi réservées aux vaches maigres qui nourrissent les masses populaires...

Sur le plan sanitaire, nombre de représentants des élites occidentales d'abord réfractaires aux politiques de confinement du printemps dernier n'avaient alors pas caché qu'il fallait mieux sacrifier les retraités que de ruiner l'économie et donc de risquer d'hypothéquer l'avenir des jeunes générations. Cela permettait au passage, comme nous l'avons souligné [dès le début du mois de mars 2020](#), d'espérer engranger des bénéfices en termes d'économies sur le versement des pensions de retraite et de suppression des personnes de santé fragiles qui coûtent si cher au système de santé bourgeois... C'est ainsi que les dirigeants américains, brésiliens et anglais s'étaient d'abord montrés réticents à décréter le confinement comme première mesure d'urgence. D'autres, comme le président Macron, n'en pensaient pas moins, mais n'osaient pas le dire aussi ouvertement, avec à la clef un confinement bidon qui n'a produit d'effets que grâce à l'arrivée de la belle saison, synonyme de reflux de la 1^{ère} vague virale... La gestion actuelle de la seconde vague virale semble encore plus paradoxale : le gouvernement français a en effet opté de nouveau pour une stratégie singulière, comme nous allons l'expliquer maintenant plus en détails, avec un confinement encore plus bidon, **sacrifiant à la fois les retraités (tout en clamant vouloir les protéger !)** et **condamnant à la ruine toute une portion de l'économie ! (tout en assurant vouloir la préserver !)**

Nous tenons tout d'abord à souligner qu'un gouvernement bourgeois compétent ayant pour souci premier de préserver son cheptel d'esclaves salariés sans mettre à l'arrêt son économie n'aurait eu qu'à prendre exemple sur la Chine, qui a prouvé tout au long des six derniers mois, que l'adoption de mesures précoces énergiques permettait de couper les chaînes de transmission virales principales, réduisant ensuite le combat à une surveillance rapprochée d'éventuels nouveaux foyers viraux traités sans confinement grâce à des campagnes de dépistage massives et systématiques à l'échelle de très grandes villes. Il aurait indéniablement dès lors été possible de prévenir une seconde vague virale de grande ampleur en organisant une campagne de dépistage de la population dans son ensemble à la sortie de l'été. Mais ce n'est pas la voie qui a été choisie par la macronie qui a d'abord fait l'aveu de sa propre « incompétence » en déclarant que « personne » n'avait prévu cette nouvelle vague virale automnale – « [nous avons tous été surpris par l'accélération soudaine de l'épidémie](#) » → ce qui, [comme nous l'avons démontré quelques jours auparavant](#), est complètement faux ! Un mensonge de plus à mettre à son actif...

Partant du constat actuel de flambée des cas critiques engorgeant les hôpitaux en sous-effectifs chroniques, la macronie a instauré un nouveau confinement national le 30 octobre dernier... Alors que celui du printemps avait été jugé bien trop perméable par ceux qui avaient en vue l'expérience chinoise, le second qui vient de démarrer l'est encore davantage : les services publics, les écoles, collèges, lycées, ainsi que la plupart des entreprises ont reçu l'ordre de poursuivre leurs activités... Certes, le port du masque est aujourd'hui quasi-généralisé, mais ils ne constitue que l'une des armes permettant de couper les chaînes de transmission virales, et à l'heure de la pause et du repas dans les entreprises et les écoles, les failles aux « gestes barrières » sont quasi-imparables... Il ne fait donc aucun doute que le virus va continuer de circuler, dans le meilleur des cas de manière légèrement ralentie. De ce point de vue, la fermeture des bars, restaurants et autres petits commerces divers jugés « non-essentiels » n'a que peu de chances de participer à un éventuel ralentissement du rythme des contaminations, les travailleurs étant invités à aller faire leurs achats alimentaires dans des grandes surfaces où une personne porteuse a l'occasion de disséminer ses agents pathogènes sur des surfaces qui seront touchées par un nombre très supérieur d'individus... Quel peut donc être l'utilité réelle de la fermeture de très nombreux petits commerces ? Pour nous, son intérêt est triple :

1° « Prouver » que l'on a adopté des mesures fortes pour combattre la seconde vague virale... On reconnaîtra ensuite s'être « trompé » et que cela fût insuffisant... Mais au moins, les apparences seront sauvées, enfin presque...

2° Aider la masse moutonnaire à comprendre qu'on vient de la faire entrer dans une période d'exception, atypique, en dépit des deux mois d'échéance la séparant des fêtes de fin d'année, en bref, que le Monde d'avant est bel et bien révolu et que l'état d'urgence et l'état d'exception deviennent la norme...

3° Provoquer et mettre en œuvre concrètement le « Grand Reset » : la consommation des ménages représente les deux tiers du PIB français et cette époque de l'année est cruciale en termes de chiffre d'affaires pour de très nombreux petits commerces qui jouent souvent un tiers à la moitié de leur chiffre d'affaires annuel... donc leur survie !

Au cours des dernières décennies, l'impérialisme français n'a eu de cesse de s'appuyer (idéologiquement et politiquement) sur le tissu des petits commerçants et artisans. C'était pour lui la caution morale du capitalisme qui laissait sa chance au petit Capital, à l'opposé du démon du communisme, traditionnel ennemi de la « liberté d'entreprendre » (et d'exploiter le travail d'autrui, même dans le cadre du capitalisme patriarcal).

Que peut donc signifier le choix délibéré de réduire ce tissu économique petit-bourgeois à la portion congrue ? Le sacrifice délibéré de ces couches garantes de la stabilité politique et sociale signifie que l'effondrement du système est proche, que la faillite de l'Etat bourgeois sera bientôt rendue publique et que nos élites n'en attendent plus rien à moyen-long terme. Il signifie que ces couches explicitement jugées comme « non essentielles »... sont devenues superflues à notre nouvelle époque ! Suivez bien la logique de la macronie : pour éviter la vague déferlante des « centaines de milliers » de futurs décès du COVID-19 (que nous avons eu trois mois de répit pour dépister mais face à laquelle nous nous sommes contentés de prier pour qu'elle ne déferle pas de nouveau...), nous avons décidé de sacrifier économiquement et socialement des centaines de milliers de petit-bourgeois brutalement devenus « non-essentiels » !

Nous vivons une époque proprement surréaliste, où la grande distribution semble vouloir voler au secours du petit commerce, comme le 6 novembre dernier qui a vu Michel Edouard Leclerc ruer dans les brancards sur [BFM-TV](#) en déplorant qu'en définitive, « tout le monde soit perdant » et que les fournisseurs « n'aient plus de débouchés », décrivant même M^r Castex comme « le meilleur employé d'Amazon »... Cette solidarité avec les petits commerces ne signifie qu'une chose : l'union sacrée contre un péril commun, celui de l'effondrement des débouchés du marché de la consommation intérieure et la fin de la « société de consommation ». Si la petite bourgeoisie est trop stupide pour comprendre ce qui lui pend au nez, il n'en est pas de même pour sa consœur de la grande distribution qui a une conscience de classe beaucoup plus aiguisée et qui sait habituellement bien mieux s'organiser pour défendre ses intérêts corporatistes...

Et la grande distribution voit indéniablement d'un très mauvais œil la mutation du commerce vers le tout numérique dont l'idéal est l'absence de locaux commerciaux et sa réduction à une simple capacité logistique, avec à la clef une baisse considérable des frais fixes et des loyers inhérents à l'ouverture de locaux commerciaux... Ce commerce low-cost ne renferme en lui-même que la promesse des « friches tertiaires », une perspective que nous avons déjà tracée comme inéluctable en ce qui concerne les pays impérialistes en déclin il y a plus d'une décennie. « [Après la friche industrielle, la friche tertiaire](#) »...

Ceux qui refusent l'extension des capacités du commerce en ligne mettent souvent en avant le fait que celui-ci est un destructeur net d'emplois : les analystes bourgeois estiment en effet que pour un emploi créé par une plateforme Amazon, ce sont [au moins deux emplois](#) qui seront ensuite détruits dans le commerce de proximité. Au lendemain de la mise en place du second confinement, les petits patrons de commerces « non-essentiels » demandaient au gouvernement l'égalité de traitement avec les grandes surfaces. Mais c'était indéniablement un bien mauvais calcul, la macronie préférant exiger la fermeture des rayons des grandes surfaces correspondants plutôt que leur propre réouverture... Cela signifie que le Capital financier a décidé de la destruction de la petite bourgeoisie, si besoin en marchant sur les plates-bandes de la moyenne bourgeoisie de la grande distribution.

La France verra ainsi dans un avenir proche des contingents toujours plus massifs de travailleurs condamnés au chômage, à la misère et à la précarité de longue durée. Si au printemps dernier, les analystes bourgeois les plus optimistes prédisaient un rebond économique pour la fin de cette année, la météo s'est récemment considérablement dégradée et selon les dernières prévisions de la Commission européenne, « [il n'y aura pas de rebond rapide en 2021](#) » avec un retour au niveau de 2019 espéré au mieux pour... 2023 ! Les analystes les plus lucides et honnêtes, eux, n'y vont pas par quatre chemins. Selon l'économiste Marc Rousset qui a occupé des postes élevés chez Aventis, Veolia et Rhône-Poulenc, « [les banques centrales vont continuer à inonder les marchés financiers de liquidités avec une bulle de plus en plus grande sur les actifs](#) ».

« Selon l'économiste Philippe Waechter, la croissance se limitera à 3,5 % pour 2021 et il faudra attendre 2026 pour retrouver le niveau d'activité de 2019, mais il fait partie du Système et pêche par optimisme, lui aussi, en refusant d'envisager une tempête, voire un effondrement de la France et de l'Europe du Sud en 2021. Plus de la moitié des PME européennes pourraient faire faillite dans les douze mois, selon McKinsey. Les PGE, qui sont les prêts garantis par l'État, ne seront jamais remboursés par les entreprises. (...) Nous allons tout droit vers une crise de la dette des États, un effondrement de certains pays dont la France, l'euthanasie des épargnants et des rentiers, la destruction des monnaies, une crise économique et monétaire mondiale et la refonte du système monétaire international fondé sur l'or ».

Ces inquiétudes sont partagées par bien d'autres experts bourgeois, comme Andrea Enria, président du conseil de surveillance prudentielle de la Banque centrale européenne (BCE), qui avertissait récemment que « les banques peuvent espérer le meilleur, mais doivent se préparer au pire ». En effet « **le risque de crédit est très élevé et il y aura une détérioration de la qualité des actifs des banques** », sans pour autant se risquer à s'avancer sur le planning précis et l'ampleur du problème... Pour lui, il est évident que certains clients des banques « ne sont pas en bonne santé et n'y survivront pas ». Et son collègue Dominique Garabiol, ancien adjoint de direction à la Banque de France, de préciser que les plans de sauvetage du secteur bancaire qui se résument à la maxime « **On rend publiques les pertes et on privatise les gains** » pourraient atteindre leurs limites « en cas de pertes énormes » : « [la situation devient ingérable et tout s'écroule](#) »...

« Il faut comprendre que les banques sont en symbiose avec le reste de l'économie. Si l'économie s'écroule, les banques suivent. C'est ce qui s'était passé en Italie et en Espagne lors de la crise de l'euro. (...) Les banques disposent d'un matelas de capital conséquent. Des efforts historiques ont été faits à la suite de la crise de 2008-2009 pour améliorer leur solvabilité. Grosso modo, elles peuvent perdre un tiers de leurs fonds propres tout en étant encore conformes à la réglementation en vigueur. Mais aussi confortables soient-ils, ces matelas peuvent être absorbés si l'économie s'écroule ».

Voilà donc résumée la perspective économique générale des économies occidentales à court terme. A la fin des années 1980, alors que la bourgeoisie compradore « soviétique » qui s'était constituée au sein de l'Etat et du Parti s'appropriait une fraction croissante de la richesse sociale, l'économie était en complète stagnation depuis plus d'une décennie. La fin des années 1980 vit ainsi l'URSS rationner de plus en plus la consommation des masses populaires. En 1989, les tickets de rationnement étaient la règle pour le sucre, l'huile, les céréales, l'alcool, le savon et la lessive en poudre...

Ce que l'Occident vit aujourd'hui n'est qu'une variante sophistiquée de ce rationnement, annonciateur de son effondrement imminent. Sauf que si l'excuse des autorités soviétiques pour expliquer la ruine économique fût la course aux armements que se livraient l'URSS et les USA, celle de l'Occident sera aujourd'hui la pandémie de COVID-19 qui aura achevé de ruiner les finances des Etats bourgeois et provoqué une cascade de faillites!

Pour l'Occident, ce sont les répercussions cataclysmiques de la gestion de crise criminelle du COVID-19 qui vont servir de justification idéologique et politique à la mort de la société de consommation occidentale !

En fermant arbitrairement les petits commerces jugés « non-essentiels » – bars, restaurants, habillement, chaussures, électroménager, livres, jouets, fleurs, coiffure, maquillage, bijouterie, décoration, etc. – et ce sans justification sanitaire réelle, puisque les écoles et de nombreuses entreprises continuent de fonctionner et que l'on s'entête à refuser l'emploi des traitements efficaces susceptibles de réduire (aussi fortement que préventivement) le nombre de cas critiques engorgeant les hôpitaux, nos élites veulent juste faire entrer « leurs » propres peuples dans une nouvelle ère où le chômage de masse, la précarité et la frugalité seront la règle. Nos élites ne veulent plus et ne peuvent plus continuer de payer à son propre prolétariat le standard de vie très supérieur au minimum physiologique vital dont il a bénéficié plusieurs décennies durant. Il s'agit de bien lui faire comprendre qu'il doit s'habituer (et rapidement !) à un nouveau standard de vie beaucoup plus spartiate, réduit peu ou prou au minimum vital, et dans tous les cas débarrassé de toutes les fioritures de la « société de consommation » dont le modèle désormais obsolète (car financé directement ou indirectement par la dette publique), est devenu proprement insoutenable, comme en témoigne l'explosion sans précédent de la dette publique combinée à l'inévitable effondrement des recettes budgétaires, un cocktail qui promet d'être terriblement destructeur pour la demande domestique, l'économie et les actifs bancaires...

En conclusion, le re-confinement décrété au cours des dernières semaines par un nombre croissants de pays occidentaux, alors qu'il aurait été possible de préparer une campagne de tests massive en sortie d'été sur toute la population pour l'éviter, montre que la seconde vague virale est sciemment recherchée. De plus, la conjonction du second confinement bidon (qui ne réglera pas le problème sanitaire et permet donc de prolonger d'un semestre les « mesures d'exception », et n'est de ce fait objectivement qu'un confinement sécuritaire) avec le contexte très lourd de la multiplication des exactions inter-confessionnelles (qui tombent à l'évidence à pic pour faire diversion), offrent les meilleures conditions à l'exécution du « Grand Reset » par le Capital financier occidental. C'est désormais acté, et cela a commencé. Le confinement sanitario-sécuritaire va aider à instaurer un néofascisme permettant d'accompagner le brutal déclasserement économique désormais commencé de larges couches petite-bourgeoises. Il s'agit indéniablement d'une « démolition contrôlée ». Mais cette démolition n'est contrôlée que dans le sens de son déclenchement : de par son ampleur et ses résultats économiques, sociaux et politiques directs et indirects, elle sera inévitablement incontrôlable ! Une avalanche de faillites a débuté, voilà ce qui est certain. Pour le reste, nous avons déjà décrit au printemps dernier la perspective générale de cet effondrement si les masses populaires et les travailleurs venaient à rester soumis à l'idéologie bourgeoise. Un danger qui justifie la débauche de moyens de la guerre idéologique et informationnelle permanente livrée aux travailleurs par les classes exploiteuses...



« Non, non, non,... pas de guerre des classes ! »

Notre époque, et en particulier celle inaugurée par l'instauration du second confinement, restera dans l'Histoire comme celle où des centaines de milliers de membres des « classes moyennes » françaises ont brutalement fait leur entrée dans le Monde d'après : celui du Grand Reset !

Terminus, tout le monde descend ! La société de consommation occidentale, [qui agonise et convulsionne littéralement depuis plus d'une décennie](#), est en train de rendre son dernier souffle... La fête est terminée, et nombreux sont ceux condamnés à un réveil brutal avec une terrible gueule de bois...

Notre époque restera à n'en pas douter celle où les larges masses des couches prolétariennes et petite-bourgeoises longtemps privilégiées des pays impérialistes d'Occident ont brutalement basculé, par dizaines de millions, dans le Monde d'après, celui qui commence à émerger sous nos yeux, né de la décomposition multiforme des sociétés atlantistes et de l'émergence de la Chine...

C'est indéniablement la fin d'une parenthèse de quelques décennies de « rêve américain », d'ailleurs si chèrement payée par les pays (semi-) coloniaux... Il conviendra de ne pas l'oublier quand la nostalgie du « Monde d'avant » s'emparera des masses populaires occidentales brutalement et durablement déclassées...



« Désolé, je vais en avoir besoin pour faire rouler ma voiture ».

Une conséquence concrète de la production de maïs destinée à la production de « bio »-éthanol...

Vincent Gouysse, le 07/11/2020 pour www.marxisme.fr